

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2001 — 2461 [2001/22618]

10 AOUT 2001. — Loi portant adaptation de l'assurance contre les accidents du travail aux directives européennes concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Chapitre I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Chapitre II. — *Modifications de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances*

Art. 2. Dans l'article 2 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, il est inséré un § 1^{er bis}, rédigé comme suit :

« § 1^{er bis}. La présente loi ne porte pas atteinte aux obligations des entreprises d'assurances en application des dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public. ».

Art. 3. L'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, a), de la même loi est abrogé.

Art. 4. L'article 9, § 1^{er}, de la même loi, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les entreprises d'assurances qui effectuent les opérations visées par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et par la loi précitée du 3 juillet 1967 ou les opérations visées par l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, peuvent être constituées sous la forme de caisses communes. Dans ce cas, pour l'application de la présente loi, de ses arrêtés et règlements d'exécution, ces caisses sont considérées comme des associations d'assurances mutuelles. ».

Art. 5. L'article 67, § 1^{er}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1994, est complété comme suit :

« 7° pour l'entreprise d'assurances qui souhaite exercer l'assurance contre les accidents du travail, la preuve que le Fonds des accidents du travail a été informé de l'activité envisagée et la preuve qu'une déclaration a été transmise au Fonds des accidents du travail aux termes de laquelle l'entreprise d'assurances constituera, à la première demande du Fonds des accidents du travail, une garantie bancaire telle que visée à l'article 60 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, en vue de la réparations des accidents du travail lorsque l'entreprise d'assurance est restée en défaut. ».

Art. 6. L'article 68, § 1^{er}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 12 août 1994, est complété comme suit :

« 5° pour l'entreprise d'assurances qui souhaite exercer l'assurance contre les accidents du travail :

— la preuve que le Fonds des accidents du travail a été informé de l'activité envisagée et la preuve qu'une déclaration a été transmise au Fonds des accidents du travail aux termes de laquelle l'entreprise d'assurances constituera, à la première demande du Fonds des accidents du travail, une garantie bancaire telle que visée à l'article 60 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en vue de la réparation des accidents du travail lorsque l'entreprise d'assurance est restée en défaut;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 2461 [2001/22618]

10 AUGUSTUS 2001. — Wet houdende de aanpassing van de arbeidsongevallenverzekering aan de Europese richtlijnen betreffende de directe verzekering met uitzondering van de levensverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Hoofdstuk I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Hoofdstuk II. — *Wijzigingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen*

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen wordt een § 1bis ingevoegd, luidende :

« § 1bis. Deze wet doet geen afbreuk aan de verplichtingen van de verzekeringsondernemingen met toepassing van de bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. ».

Art. 3. Artikel 2, § 2, eerste lid, 2°, a), van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 9, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In afwijking van het eerste lid mogen e verzekeringsondernemingen die de verrichtingen bedoeld in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en in de voormelde wet van 3 juli 1967 of de verrichtingen bedoeld in het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld in het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rusten overlevingspensioen voor werknemers uitoefenen, opgericht zijn in de vorm van gemeenschappelijke kassen. In dat geval worden deze kassen voor de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten en -verordeningen als onderlinge verzekeringsverenigingen beschouwd. ».

Art. 5. Artikel 67, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 7° voor de verzekeringsonderneming die de arbeidsongevallenverzekering wenst uit te oefenen, het bewijs dat het Fonds voor Arbeidsongevallen in kennis werd gesteld van de beoogde activiteit en het bewijs dat aan het Fonds voor Arbeidsongevallen een verklaring werd bezorgd, waaruit blijkt dat de verzekeringsonderneming op het eerste verzoek van het Fonds voor Arbeidsongevallen een bankgarantie als bedoeld in artikel 60 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zal vestigen met het oog op de schadeloosstelling van de arbeidsongevallen, wanneer de verzekeringsonderneming in gebreke is gebleven. ».

Art. 6. Artikel 68, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 5° voor de verzekeringsonderneming die de arbeidsongevallenverzekering wenst uit te oefenen :

— het bewijs dat het Fonds voor Arbeidsongevallen in kennis werd gesteld van de beoogde activiteit en het bewijs dat aan het Fonds voor Arbeidsongevallen een verklaring werd overgemaakt, waaruit blijkt dat de verzekeringsonderneming op het eerste verzoek van het Fonds voor Arbeidsongevallen een bankgarantie als bedoeld in artikel 60 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zal vestigen met het oog op de schadeloosstelling van de arbeidsongevallen, wanneer de verzekeringsonderneming in gebreke is gebleven;

— le nom et l'adresse du représentant chargé du règlement des sinistres et qui doit répondre aux conditions suivantes :

Le représentant doit avoir son domicile ou sa résidence en Belgique et posséder une aptitude et une honorabilité professionnelles adaptées à l'exercice de sa mission. Il doit réunir toutes les informations nécessaires en relation avec les dossiers d'indemnisation. Il doit disposer des pouvoirs suffisants pour représenter l'entreprise d'assurance auprès des personnes qui ont subi un préjudice et qui peuvent réclamer une indemnisation, et pour effectuer le paiement qui en découle. Il doit également disposer des pouvoirs suffisants pour représenter l'entreprise d'assurances devant les tribunaux et les autorités belges en ce qui concerne les demandes précitées ou, si cela est nécessaire, pour la faire représenter.

Le représentant doit également disposer du pouvoir de représenter l'entreprise d'assurances devant les autorités compétentes belges pour ce qui est du contrôle de l'existence et de la validité des contrats relatifs à l'assurance sur les accidents du travail.

Le représentant ne peut se livrer à aucune opération d'assurance directe pour le compte de l'entreprise d'assurances qui l'a désigné.

La désignation par une entreprise d'assurances d'un représentant aux fins du présent paragraphe ne constitue pas en soi l'ouverture par elle d'une succursale. ».

Art. 7. Dans la même loi, il est inséré un article 93*bis* rédigé comme suit :

« Art. 93*bis*. Les entreprises d'assurances qui au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant adaptation de l'assurance contre les accidents du travail aux directives européennes concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, sont agréées en Belgique par le Roi en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en vue d'exercer l'assurance obligatoire contre les accidents du travail et, soit sont agréées conformément au chapitre II, soit sont autorisées à travailler par l'intermédiaire d'une succursale conformément au chapitre V*ter*, doivent transmettre dans les trois mois à compter de cette entrée en vigueur la preuve de la déclaration d'où il ressort qu'elles constitueront à la première demande du Fonds des accidents du travail la garantie bancaire visée à l'article 60 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. ».

Art. 8. Dans la même loi, il est inséré un article 93*ter* rédigé comme suit :

« Art. 93*ter*. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions des articles 92, 93 et 93*bis* de la présente loi, les dispositions du présent article sont applicables aux entreprises d'assurances qui exercent l'assurance obligatoire contre les accidents du travail au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 précitée et qui ne sont pas agréées à cette fin conformément au chapitre II.

§ 2. Les entreprises d'assurances visées au § 1^{er} peuvent poursuivre leurs activités.

Elles doivent, dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 précitée, introduire la demande visée à l'article 5, constituer les valeurs représentatives, citées à l'article 16 et transmettre la preuve de la déclaration d'où il ressort qu'elles constitueront à la première demande du Fonds des accidents du travail la garantie bancaire visée à l'article 60 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Avant l'expiration d'un délai de six mois prenant cours après l'expiration du délai de trois mois visé à l'alinéa 2, le Roi décide de l'octroi ou du refus de l'agrément. Les entreprises d'assurances peuvent poursuivre leurs activités dans l'intervalle, à moins qu'elles négligent d'introduire dans les trois mois précités leur demande d'autorisation ou leur déclaration relative à la garantie bancaire ou de constituer des valeurs représentatives.

Si elles doivent cesser leurs activités en application du présent article, les articles 44, 45 et 46 sont applicables.

§ 3. L'autorisation peut être accordée aux entreprises d'assurances visées au § 1^{er}, même si elles ne remplissent pas les obligations imposées par les articles 15 à 15*ter*.

Pour remplir les obligations précitées, elles disposent d'un délai de trois ans à partir du 31 décembre de l'année où la loi du 10 août 2001 précitée entre en vigueur. ».

— de naam en het adres van de vertegenwoordiger die belast is met de regeling van de schadegevallen en die aan de volgende vereisten moet voldoen :

De vertegenwoordiger moet zijn woon- of verblijfplaats in België hebben en de bij zijn functie passende vereiste professionele betrouwbaarheid en ervaring bezitten. Hij moet alle nodige informatie met betrekking tot de schadedossiers vergaren. Hij moet beschikken over voldoende bevoegdheid om de verzekeringsonderneming te vertegenwoordigen tegenover personen die schade hebben geleden en een schadevergoeding kunnen eisen en om de hieruit voortvloeiende vergoeding uit te betalen. Hij moet eveneens beschikken over voldoende bevoegdheid om de verzekeringsonderneming voor de Belgische rechtbanken en autoriteiten met betrekking tot de voornoemde vorderingen te vertegenwoordigen of zo nodig te laten vertegenwoordigen.

De vertegenwoordiger moet ook beschikken over de bevoegdheid om de verzekeringsonderneming te vertegenwoordigen bij de Belgische bevoegde autoriteiten voor de controle op het bestaan en de geldigheid van de overeenkomsten betreffende de arbeidsongevallenverzekering.

De vertegenwoordiger mag zich namens de verzekeringsonderneming die hem heeft aangesteld, niet bezig houden met het rechtstreekse verzekeringsbedrijf.

De aanwijzing door een verzekeringsonderneming van de vertegenwoordiger in het kader van deze paragraaf wordt niet beschouwd als de opening door haar van een bijkantoor. ».

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 93*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 93*bis*. De verzekeringsondernemingen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende de aanpassing van de arbeidsongevallenverzekering aan de Europese richtlijnen betreffende de directe verzekering met uitzondering van de levensverzekering, met het oog op het uitoefenen van de verplichte arbeidsongevallenverzekering in België gemachtigd zijn door de Koning op grond van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, en ofwel toegelaten zijn overeenkomstig hoofdstuk II, ofwel gemachtigd zijn door middel van een bijkantoor te werken overeenkomstig hoofdstuk V*ter*, dienen binnen drie maanden te rekenen van deze inwerkingtreding het bewijs van de verklaring over te maken, waaruit blijkt dat zij op het eerste verzoek van het Fonds voor Arbeidsongevallen de bankgarantie als bedoeld in artikel 60 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zullen vestigen. ».

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 93*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 93*ter*. § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 92, 93 en 93*bis* van deze wet zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op de verzekeringsondernemingen die de verplichte arbeidsongevallenverzekering beoefenen op het ogenblik van de inwerkingtreding van de voormelde wet van 10 augustus 2001 en die daarvoor niet over de toelating beschikken overeenkomstig hoofdstuk II.

§ 2. De verzekeringsondernemingen bedoeld in § 1 mogen hun bedrijvigheid voortzetten.

Ze moeten binnen de drie maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de voormelde wet van 10 augustus 2001 de in artikel 5 bedoelde aanvraag indienen, de in artikel 16 genoemde dekkingswaarden samenstellen en het bewijs van de verklaring bezorgen, waaruit blijkt dat zij op het eerste verzoek van het Fonds voor Arbeidsongevallen de bankgarantie als bedoeld in artikel 60 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zullen vestigen.

Vóór het verstrijken van een termijn van zes maanden ingaande na het aflopen van de in het tweede lid bedoelde termijn van drie maanden beslist de Koning over het verlenen of het weigeren van de toelating. De verzekeringsondernemingen mogen ondertussen hun bedrijvigheid voortzetten, tenzij ze verzuimen binnen voormelde drie maanden hun aanvraag tot toelating of hun verklaring met betrekking tot de bankgarantie in te dienen of de dekkingswaarden samen te stellen.

Indien ze hun activiteit moeten stopzetten bij toepassing van dit artikel zijn de artikelen 44, 45 en 46 van toepassing.

§ 3. Aan de verzekeringsondernemingen bedoeld in § 1 kan de toelating worden verleend, ook als zij niet voldoen aan de bij de artikelen 15 tot 15*ter* opgelegde verplichtingen.

Om aan voormelde verplichtingen te voldoen, beschikken zij over een termijn van drie jaar vanaf 31 december van het jaar waarin de voormelde wet van 10 augustus 2001 in werking treedt. ».

Chapitre III. — *Modifications de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail*

Art. 9. L'article 49, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, remplacé par la loi du 30 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« L'employeur est tenu de souscrire une assurance contre les accidents du travail auprès d'une entreprise d'assurances qui :

1° est autorisée aux fins de l'assurance contre les accidents du travail ou peut exercer l'assurance contre les accidents du travail en Belgique par l'intermédiaire d'une succursale ou en régime de libre prestation de services conformément à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

2° satisfait à toutes les règles et conditions imposées par la présente loi. ».

Art. 10. L'article 51 de la même loi est abrogé.

Art. 11. L'article 51*bis*, alinéa 2, de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 39, du 31 mars 1982 et modifié par l'arrêté royal n° 212 du 26 septembre 1983 et l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, est complété comme suit :

« conformément au barème fixé par le Roi, après avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail. ».

Art. 12. Dans l'article 51*ter*, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 30 mars 1994 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, les mots « le barème, » sont insérés entre les mots « fixe » et « les conditions ».

Art. 13. L'article 52 de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. L'entreprise d'assurances ou le représentant visé à l'article 68, § 1^{er}, 5°, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances tient l'intégralité des dossiers de polices et des sinistres en Belgique à la disposition des agents visés à l'article 87.

Les personnes auxquelles la présente loi est applicable, les catégories de personnes visées à l'article 3, ainsi que les ayants droit en application du chapitre II de la présente loi, ont le droit de recevoir une copie des polices, des dossiers sinistres et des documents qui les concernent dans la langue imposée par la loi ou le décret. ».

Art. 14. L'article 52*bis* de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, est abrogé.

Art. 15. L'article 53 de la même loi est abrogé.

Art. 16. L'article 54 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. Les entreprises d'assurances peuvent fixer dans leurs conditions générales ou dans leurs statuts que les indemnités d'incapacité temporaire de travail sont payées pour une période de six mois au maximum à partir du jour qui suit le début de l'incapacité de travail, directement à la victime par l'employeur pour le compte de l'entreprise d'assurances concernée. ».

Art. 17. L'article 54*bis* de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 18 du 6 décembre 1978 et modifié par la loi du 25 janvier 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54*bis*. Lorsque, lors des cessions visées au chapitre V*quater* de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, une entreprise d'assurance exerçant l'assurance légale contre les accidents du travail est concernée, l'Office de Contrôle des Assurances ne peut accorder l'autorisation qu'après avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail.

Si une telle entreprise d'assurances est concernée par une restructuration de sociétés visée au livre XI de la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, l'Office de Contrôle des Assurances en informe le Fonds des accidents du travail sans délai. ».

Art. 18. L'article 56 de la même loi, modifié par la loi du 22 février 1998, est abrogé.

Art. 19. A l'article 58 de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, et modifié par les lois des 29 décembre 1990, 30 mars 1994, 29 avril 1996 et 22 février 1998 et par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 9°, est remplacé par la disposition suivante :

« 9° d'exercer le contrôle sur l'application de la présente loi et sur les opérations des entreprises d'assurances relatives à la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents

Hoofdstuk III. — *Wijzigingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971*

Art. 9. Artikel 49, eerste lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, vervangen bij de wet van 30 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« De werkgever is verplicht een arbeidsongevallenverzekering aan te gaan bij een verzekeringsonderneming, die :

1° toegelaten is tot de arbeidsongevallenverzekering of de arbeidsongevallenverzekering mag beoefenen in België door middel van een bijkantoor of in vrije dienstverrichting overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

2° voldoet aan alle regels en voorwaarden gesteld door deze wet. ».

Art. 10. Artikel 51 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 51*bis*, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 212 van 26 september 1983 en het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987 wordt aangevuld als volgt :

« overeenkomstig het barema vastgesteld door de Koning, na advies van het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen. ».

Art. 12. In artikel 51*ter*, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996, worden de woorden « het barema, » ingevoegd tussen de woorden « bepaalt » en « de voorwaarden ».

Art. 13. Artikel 52 van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. De verzekeringsonderneming of de vertegenwoordiger bedoeld in artikel 68, § 1, 5°, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen houdt de integrale polis- en schadedossiers in België ter beschikking van de in artikel 87 bedoelde ambtenaren.

De personen op wie deze wet van toepassing is, de nadere categoriën van personen bedoeld in artikel 3, alsook de rechthebbenden met toepassing van hoofdstuk II van deze wet, hebben het recht om een afschrift van de polissen, schadedossiers of documenten die op hen betrekking hebben, te ontvangen in de taal die bij de wet of het decreet is opgelegd. ».

Art. 14. Artikel 52*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 53 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 54 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. De verzekeringsondernemingen mogen in hun algemene voorwaarden of statuten bepalen dat de vergoedingen wegens tijdelijke arbeidsongeschiktheid voor een periode van ten hoogste zes maanden vanaf de dag volgend op het begin van de arbeidsongeschiktheid rechtstreeks aan de getroffen worden betaald door de werkgever voor rekening van de betrokken verzekeringsonderneming. ».

Art. 17. Artikel 54*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 18 van 6 december 1978 en gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 54*bis*. Wanneer bij de overdrachten bedoeld in het hoofdstuk V*quater* van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen een verzekeringsonderneming die de arbeidsongevallenverzekering uitoefent, betrokken is, kan de Controledienst voor de Verzekeringen de toestemming enkel verlenen na advies van het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen.

Indien een dergelijke verzekeringsonderneming betrokken is bij een herstructurering van vennootschappen zoals bedoeld in boek XI van de wet van 7 mei 1999 houdende het wetboek van vennootschappen, stelt de Controledienst voor de Verzekeringen het Fonds voor Arbeidsongevallen hiervan onverwijld in kennis. ».

Art. 18. Artikel 56 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 februari 1998, wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 58 van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 30 maart 1994, 29 april 1996 en 22 februari 1998 en bij het koninklijk besluit van 16 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 9°, wordt vervangen als volgt :

« 9° controle uit te oefenen op de toepassing van deze wet en op de verrichtingen van de verzekeringsondernemingen in verband met de wet van 3 juli 1967 houdende de preventie en de schadevergoeding

du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et relatives aux arrêtés d'exécution de ces lois; »;

2° le § 2 est abrogé.

Art. 20. L'article 58bis, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 29 avril 1996, est abrogé.

Art. 21. L'article 58ter, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1996, est modifié par la disposition suivante :

« Art. 58ter. Le financement des missions du Fonds des accidents du travail visées à l'article 58 et à l'article 58bis, est supporté par la gestion globale de la sécurité sociale, à l'exception des opérations visées à l'article 58, § 1^{er}, 1° et 3°, dans la mesure où le Fonds des accidents du travail accorde la réparation lorsque l'entreprise d'assurances est restée en défaut, et visées à l'article 58bis, § 1^{er}, 1° et 4°. Pour ces opérations, le Fonds des accidents du travail constitue des fonds de réserves dans le régime de la capitalisation suivant les règles fixées dans le règlement financier conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Les fonds de réserves constituées par le Fonds des accidents du travail visés à l'alinéa 1^{er} sont couverts conformément aux dispositions de l'article 12, § 2, de la loi du 16 mars 1954 précitée. ».

Art. 22. Dans l'article 59, 7°, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, les mots « visées à l'article 52, 5°, 6° et 7° » sont supprimés.

Art. 23. Dans l'article 59bis, 2° de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, les mots « des établissements visés à l'article 51 » sont remplacés par les mots « des établissements, autres que des entreprises d'assurances, qui étaient agréés pour le service des rentes au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant adaptation de l'assurance contre les accidents du travail aux directives européennes concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie ».

Art. 24. Dans l'article 59quinquies, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984, les mots « selon les modalités à déterminer par le Roi » sont remplacés par les mots « selon le barème et les modalités déterminés par le Roi ».

Art. 25. A l'article 60 de la même loi, modifié par les lois des 24 décembre 1976, 1^{er} août 1985, 22 février 1998 et 25 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« Le Roi détermine la façon dont s'effectue la conversion des paiements en capital après avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail. Au titre de garantie pour cette récupération à la charge de l'entreprise d'assurances, l'entreprise d'assurances constitue en Belgique à la première demande du Fonds des accidents du travail une garantie bancaire aux conditions déterminées par le Roi. Le montant de cette garantie est calculé en fonction de l'encaissement et de la charge des sinistres de l'entreprise d'assurances. ».

2° à l'alinéa 3, les mots « ou sur la base de sa garantie bancaire » sont insérés entre les mots « l'assureur en défaut » et « sont répartis ».

Art. 26. Dans la même loi, il est inséré un article 64quater, rédigé comme suit :

« Art. 64quater. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les examens médicaux pour l'application de la présente loi sont pratiqués, après avis du comité de gestion du Fonds des accidents de travail. ».

Art. 27. L'article 87, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 29 avril 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire ainsi qu'aux inspecteurs sociaux et aux contrôleurs sociaux de l'administration de l'inspection sociale du ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement en vertu de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, seuls les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux du Fonds des accidents du travail surveillent l'application de la présente loi et des arrêtés et règlements pris en exécution de celle-ci, ainsi que les opérations des entreprises d'assurances relatives à la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et relatives aux arrêtés d'exécution de cette loi. ».

voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector en de uitvoeringsbesluiten van deze wetten; »;

2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 58bis, § 2, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 29 april 1996, wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 58ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 58ter. De financiering van de opdrachten van het Fonds voor Arbeidsongevallen, bedoeld in artikel 58 en artikel 58bis, wordt gedragen door het globaal beheer van de sociale zekerheid, met uitzondering van de verrichtingen bedoeld in artikel 58, § 1, 1° en 3°, in zover het Fonds voor Arbeidsongevallen de schadeloosstelling toekent wanneer de verzekeringsonderneming in gebreke is gebleven, en in artikel 58bis, § 1, 1° en 4°. Voor deze verrichtingen vestigt het Fonds voor Arbeidsongevallen reservefondsen in het kapitalisatieregime volgens de regels vastgelegd in het financieel reglement overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De door het Fonds voor Arbeidsongevallen gevestigde reservefondsen, bedoeld in het eerste lid, worden gedekt overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, § 2, van de voormelde wet van 16 maart 1954. ».

Art. 22. In artikel 59, 7° van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987, worden de woorden « bedoeld bij artikel 52, 5°, 6° en 7° » geschrapt.

Art. 23. In artikel 59bis, 2°, van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987, worden de woorden « de in artikel 51 bedoelde instellingen » vervangen door de woorden « de instellingen, andere dan verzekeringsondernemingen, die op de datum van inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende de aanpassing van de arbeidsongevallenverzekering aan de Europese richtlijnen betreffende de directe verzekering met uitzondering van de levensverzekering tot de rentedienst gemachtigd waren ».

Art. 24. In artikel 59quinquies, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984, worden de woorden « volgens de door de Koning te bepalen modaliteiten » vervangen door de woorden « volgens het barema en de nadere regelen bepaald door de Koning ».

Art. 25. In artikel 60 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1976, 1 augustus 1985, 22 februari 1998 en 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« De Koning bepaalt de wijze waarop de omzetting van de uitkeringen in kapitaal gebeurt na advies van het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen. Als waarborg voor dit verhaal op de verzekeringsonderneming vestigt de verzekeringsonderneming in België op het eerste verzoek van het Fonds voor Arbeidsongevallen een bankgarantie volgens de voorwaarden bepaald door de Koning. Het bedrag van deze waarborg wordt berekend in functie van het incasso en de schadelast van de verzekeringsonderneming. »;

2° in het derde lid, worden de woorden « of op basis van zijn bankgarantie » ingevoegd tussen de woorden « de in gebreke zijnde verzekeraar » en « , worden ».

Art. 26. In dezelfde wet wordt een artikel 64quater ingevoegd, luidende :

« Art. 64quater. De Koning bepaalt de voorwaarden waarin de medische onderzoeken voor de toepassing van deze wet worden uitgevoerd, na advies van het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen. ».

Art. 27. Artikel 87, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie en van de sociaal inspecteurs en sociaal controleurs van het bestuur van de sociale inspectie van het ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu op grond van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie, houden uitsluitend de sociaal inspecteurs en de sociaal controleurs van het Fonds voor Arbeidsongevallen toezicht op de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten en verordeningen, alsmede op de verrichtingen van de verzekeringsondernemingen in verband met de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector en de uitvoeringsbesluiten van deze wet. ».

Art. 28. Dans la même loi, il est inséré un article 87bis, rédigé comme suit :

« Art. 87bis. Sans préjudice des dispositions de l'article 87, le Fonds des accidents du travail et l'Office de Contrôle des Assurances concluent un protocole concernant notamment la communication de toute donnée pertinente en rapport avec la situation financière du secteur, l'échange d'informations et des constatations faites au cours des travaux de contrôle, l'organisation des contrôles communs et les mesures de sauvegarde des intérêts des preneurs d'assurance, des assurés et des bénéficiaires. ».

Art. 29. Dans l'article 88, 1° de la même loi, remplacé par la loi du 29 avril 1996, les mots « ou des établissements chargés du service des rentes » sont remplacés par « , des succursales d'entreprises d'assurances étrangères ou des représentants désignés par des entreprises d'assurances étrangères dans le cadre de la libre prestation de services ».

Art. 30. L'article 91 de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982 et modifié par la loi du 29 avril 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 91. § 1^{er}. Lorsque les agents visés à l'article 87 constatent qu'une entreprise d'assurances ne fonctionne pas conformément aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés et règlements pris en exécution de celle-ci, que pour ce qui est de l'application de ces dispositions, sa gestion n'offre pas des garanties suffisantes d'issue heureuse de ses engagements ou bien que son organisation administrative ou son contrôle interne présente de sérieuses déficiences, ils fixent le délai dans lequel il convient de remédier à la situation constatée.

§ 2. Si, à l'expiration du délai visé au § 1^{er}, la situation n'a pas été redressée, le comité de gestion du Fonds des accidents du travail peut, après avoir entendu l'entreprise d'assurances :

1° publier au *Moniteur belge* moyennant un mois de préavis la situation constatée, à moins qu'il y ait été remédié endéans ce dernier mois;

2° demander à l'Office de Contrôle des Assurances d'appliquer les mesures visées aux articles 26, § 4, ou 71 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. Au besoin, le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions charge l'Office de contrôle de prendre sans délai lesdites mesures.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le Fonds des accidents du travail informe l'Office de Contrôle des Assurances des manquements constatés dans une entreprise d'assurance qui relève du droit d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique en vue de l'application des articles 69 à 73 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

§ 3. Les décisions doivent être portées à la connaissance de l'entreprise d'assurances concernée par lettre recommandée ou par lettre avec récépissé. ».

Art. 31. Dans l'article 91bis, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1996, les mots « ou l'établissement chargé du service des rentes » sont supprimés.

Art. 32. Dans l'article 91ter, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, de la même loi, remplacé par la loi du 29 avril 1996, les mots « ou d'établissements chargés du service des rentes » sont supprimés.

Art. 33. Dans l'article 91quinquies, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982 et nouvellement numéroté par la loi du 29 avril 1996, les mots « ou d'établissements chargés du service des rentes » sont supprimés.

Art. 34. Dans l'article 93 de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, les mots « l'assureur ou l'établissement chargé du service des rentes » sont remplacés par les mots « ou l'entreprise d'assurances ».

Art. 35. Dans toutes les dispositions de la même loi, les mots « assureur », « organisme assureur » et « assureur agréé » sont remplacés par le mot « entreprise d'assurances ».

Art. 28. In dezelfde wet wordt een artikel 87bis ingevoegd, luidende :

« Art. 87bis. Onverminderd de bepalingen van artikel 87 sluiten het Fonds voor Arbeidsongevallen en de Controledienst voor de Verzekeringen een protocol betreffende onder meer de medeling van alle relevante gegevens in verband met de financiële situatie van de sector, de uitwisseling van informatie en van de vaststellingen gedaan tijdens de controlewerkzaamheden, de organisatie van de gezamenlijke controles en de maatregelen ter vrijwaring van de belangen van de verzekeringsnemers, de verzekerden en de begunstigten. ».

Art. 29. In artikel 88, 1°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 29 april 1996, worden de woorden « of instellingen met rentedienst » vervangen door « , bijkantoren van buitenlandse verzekeringsondernemingen of vertegenwoordigers aangesteld door buitenlandse verzekeringsondernemingen in het kader van de vrije dienstverrichting ».

Art. 30. Artikel 91 van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982 en gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 91 § 1. Wanneer de ambtenaren bedoeld in artikel 87 vaststellen dat een verzekeringsonderneming niet werkt overeenkomstig de bepalingen van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten en verordeningen, dat met betrekking tot de toepassing van deze bepalingen haar beheer niet voldoende waarborgen biedt voor de goede afloop van haar verbintenissen of dat haar administratieve organisatie of haar interne controle ernstige leemten vertoont, bepalen zij de termijn waarbinnen de vastgestelde toestand dient te worden verholpen.

§ 2. Indien, na de termijn bedoeld in § 1, de toestand niet is verholpen, kan het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen, nadat de verzekeringsonderneming werd gehoord :

1° met een maand aanzegging de vastgestelde toestand in het *Belgisch Staatsblad* bekend maken, tenzij er binnen deze laatste maand aan werd verholpen;

2° aan de Controledienst voor de Verzekeringen vragen om de maatregelen bedoeld in de artikelen 26, § 4, of 71 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen toe te passen. Indien nodig gelast de minister die bevoegd is voor de Sociale Zaken de Controledienst de bedoelde maatregelen onverwijld te nemen.

Overminderd het eerste lid stelt het Fonds voor Arbeidsongevallen de Controledienst voor de Verzekeringen in kennis van de tekortkomingen vastgesteld bij een verzekeringsonderneming die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Unie ressorteert dan België, met het oog op de toepassing van de artikelen 69 tot 73 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

§ 3. De beslissingen moeten ter kennis worden gebracht van de betrokken verzekeringsonderneming bij aangetekende brief of bij brief met ontvangstbewijs. ».

Art. 31. In artikel 91bis, § 2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, worden de woorden « of instelling met rentedienst » geschrapt.

Art. 32. In artikel 91ter, § 1, 1°, 2°, 3° van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 29 april 1996, worden de woorden « of van instellingen met rentedienst » geschrapt.

Art. 33. In artikel 91quinquies, eerste lid, van dezelfde wet ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982 en vernummerd bij de wet van 29 april 1996, worden de woorden « of van instellingen met rentedienst » geschrapt.

Art. 34. In artikel 93 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000, worden de woorden, « de verzekeraar of de instelling met rentedienst » vervangen door de woorden « of de verzekeringsonderneming ».

Art. 35. In alle bepalingen van dezelfde wet worden de woorden « verzekeraar », « verzekeringsinstelling » en « gemachtigde verzekeraar » vervangen door het woord « verzekeringsonderneming ».

Chapitre IV. — *Modification de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques*

Art. 36. L'article 20, 10° de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques, inséré par la loi du 10 avril 1971, est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PIQUE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Doc. 50 1292 (2000-2001). — Projet de loi n° 1. — Rapport n° 2. — Texte corrigé par la commission n° 3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 4.

Sénat :

Documents parlementaires. — 2-849 (2000-2001). — Projet transmis par la Chambre des représentants n° 1. — Rapport n° 2. — Décision de ne pas amender n° 3.

Chambre :

Annales parlementaires. — Compte rendu intégral : 10 et 12 juillet 2001.

Sénat :

Annales parlementaires : séance du 19 juillet 2001.

Hoofdstuk IV. — *Wijziging van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheeken*

Art. 36. Artikel 20, 10° van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheeken, ingevoegd bij de wet van 10 april 1971, wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Economie,
Ch. PIQUE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Doc. 50 1292 (2000-2001). — Wetsontwerp nr. 1. — Verslag nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 4.

Senaat :

Parlementaire stukken. — 2-849 (2000-2001). — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 1. — Verslag nr. 2. — Beslissing om niet te amenderen nr. 3.

Kamer :

Parlementaire handelingen. — Integraal verslag : 10 en 12 juli 2001.

Senaat :

Handelingen van de Senaat : vergadering van 19 juli 2001.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 2462

[C — 2001/22560]

19 JUILLET 2001. — Arrêté royal visant l'agrément d'Eurotransplant comme organisme d'allocation d'organes d'origine humaine

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, notamment l'article 1, § 3;

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1997 relatif au prélèvement et à l'allocation d'organes d'origine humaine, notamment les articles 4, 6 et 7;

Vu l'avis favorable du conseil belge de la transplantation, donné le 21 juin 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Agrément*

Article 1^{er}. Eurotransplant International Foundation est agréé comme organisme d'allocation d'organes d'origine humaine.

Art. 2. La durée de l'agrément de l'organisme d'allocation d'organes est fixée à 10 ans.

Art. 3. Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement

Mme M. AELVOET

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 2462

[C — 2001/22560]

19 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot erkenning van Eurotransplant als toewijzingsorganisme voor organen van menselijke oorsprong

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1997 betreffende het wegnemen en toewijzen van organen van menselijke oorsprong, inzonderheid artikelen 4, 6 en 7;

Gelet op het gunstige advies van de Belgische transplantatieraad, gegeven te 21 juni 2001;

Op voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Erkenning*

Artikel 1. Eurotransplant International Foundation is erkend als toewijzingsorganisme van organen van menselijke oorsprong.

Art. 2. De duur van de erkenning van het toewijzingsorganisme van organen wordt op 10 jaar vastgelegd.

Art. 3. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister vanr Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. M. AELVOET